

AUDIENCE PUBLIQUE DU 14 JANVIER 2019

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N° 3817/2018

JUGEMENT contradictoire du
28/01/2019

Affaire :

LA SOCIETE ABEILLE CARRIERE
(MAÎTRE SERITOUBA GNANGUE)

Contre

LA SOCIETE RAY

Décision :

Statuant publiquement,
contradictoirement, en premier
et dernier ressort ;

Reçoit la société ABEILLE
CARRIERE en son action ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne la société RAY à
lui payer les sommes de :

- 2.625.349 F/CFA à
titre de créance ;
- 28.836 F/CFA à titre
d'intérêts de droit ;

Déboute la société ABEILLE
CARRIERE du surplus de ses
demandes ;

Condamne la société RAY aux
dépens de l'instance ;

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du lundi quatorze janvier deux mille dix-neuf, tenue au
siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président du Tribunal ; Président ;

**Messieurs, DOUA MARCEL, N'GUESSAN K. EUGENE OKOUE
EDOUARD, ALLAH KOUADIO JEAN-CLAUDE** Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître N'DOUA NIANKON MARIE-FRANCE**,
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

LA SOCIETE ABEILLE CARRIERE, Société Anonyme au capital de
2.251.000.000 de Francs/CFA, immatriculée au registre du commerce et
du crédit mobilier d'Abidjan sous le numéro CI-ABJ-2010-B-34, ayant
son siège social à Abidjan Marcory, Biétry Zone 4C, Boulevard Giscard
d'Estaing, 26 BP 640 Abidjan 26, Tél : 21 35 31 62/79 11 11 11, agissant
aux poursuites et diligences de son Directeur Général Monsieur FATIH
MEHMET, de nationalité Turque.

Demanderesse, comparaissant et concluant par le canal de son
conseil, **MAÎTRE SERITOUBA GNANGUE**, Avocat à la cour;

Et

LA SOCIETE RAY SARL, Société à responsabilité limitée, ayant son
siège social à Abidjan-plateau, 04 BP 507 Abidjan 04, Cel : 56 27 87
29/05 76 10 41, prise en la personne de son représentant légal, son
Directeur Général, domicilié es qualité audit siège social.

Défenderesse, comparaissant et concluant;

Enrôlée le 13 novembre 2018 pour l'audience du mardi 27
Novembre 2018, l'affaire a été appelée et renvoyée devant la 5^{ème}
chambre pour attribution;

A cette date, le tribunal a ordonné une instruction confiée au juge
DOUA MARCEL;

D'une part ;

D'autre part ;

La cause a à nouveau été renvoyée au 07 janvier 2019 en audience publique;

Cette mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture n°009 en date du mercredi 02 janvier 2019 ;

La cause a été mise en délibéré pour le lundi 28 janvier 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a vidé ledit délibéré selon ce qui suit ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oui les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, MOYENS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 31 octobre 2018, la société ABEILLE CARRIERE, SA représentée par Maître SERITOUBA GNANGUE, Avocat à la cour a servi assignation à la société RAY d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour, est-il dit dans l'exploit :

- Déclarer recevable l'action de la société ABEILLE CARRIERE.
- L'y dire bien fondée ;
- Condamner la défenderesse à payer les sommes de :
 - 2.625.349 F/CFA au titre de la créance
 - 170.647 F/CFA à titre d'intérêts de droit ;
 - 1.000.000 F/CFA en réparation du préjudice subi pour le non-paiement de la créance ;
- Condamner la défenderesse aux dépens ;

Au soutien de son action, la société ABEILLE CARRIERE a livré du gravier à la société RAY pour un montant de 2.625.349 F/CFA ;

Elle indique que toutes les démarches en vue de recouvrer sa créance se sont révélées infructueuses ;

Elle mentionne qu'en dépit du courrier invitant la société RAY à un règlement amiable préalable de l'affaire, cette dernière n'a pas répondu favorablement ;

Elle sollicite par conséquent la condamnation de la société RAY à

lui payer les sommes d'argent sus indiquées ;

La société RAY n'a pas comparu ;

DES MOTIFS

En la forme

Sur le caractère de la décision

La société RAY ayant pas été assignée à son siège social, il convient de statuer contradictoirement ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige qui est de 3.795.647F/CFA n'excédant pas la somme de 25.000.000 F/CFA, il convient de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

La société ABEILLE CARRIERE ayant introduit son action dans les forme et délai légaux, il convient de la recevoir ;

Au fond

Sur la demande en paiement de la somme de 2.625.349 F/CFA à titre de créance

La société ABEILLE CARRIERE sollicite le paiement de la dite somme d'argent à titre de créance ;

Aux termes de l'article 1315 du code civil, « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. » ;

Il s'induit de ce texte que la charge de la preuve d'une obligation incombe à celui qui réclame l'exécution ;

En l'espèce, il est constant comme résultant des pièces du dossier notamment des bons de commande et des bons de livraison que la créance d'un montant de 2.625.349 F/CFA de la société ABEILLE CARRIERE est justifiée ;

Il s'ensuit que la société ABEILLE CARRIERE prouve sa créance ;

Dès lors, il sied de condamner la société RAY à payer à la société ABEILLE CARRIERE ladite somme d'argent au titre de sa créance ;

Sur la demande en paiement de la somme de 170.647 au titre des intérêts de droits

La société ABEILLE CARRIERE sollicite la condamnation de la société RAY à lui payer la somme de 170.647 au titre des intérêts de droit ;

Aux termes de l'article 291 de l'Acte Uniforme du Traité OHADA portant organisation du droit commercial général, « *tout retard dans le paiement du prix oblige au paiement des intérêts calculés au taux d'intérêt légal, et ce, sans préjudice des dommages-intérêts éventuellement dus pour autre cause.* » ;

Il résulte de ce texte que le retard dans le paiement de la créance est sanctionné par le paiement des intérêts de droit ;

En l'espèce, le taux d'intérêt légal du mois de mars 2018, date de la livraison de gravier à la société RAY par la société ABEILLE BETON, est de 4,5% de sorte que les intérêts de droit ayant couru depuis le 31 octobre 2018, date de l'acte d'assignation, se calculent comme suit :

$2.625.349 \text{ F/CFA} \times 4,5\% : 100 = 118.145 \text{ F/CFA}$ Intérêt annuel ;

$118.145 : 365 \text{ jours} = 324 \text{ F/CFA}$ Intérêt journalier ;

$324 \text{ F/CFA} \times 89 \text{ jours} = 28.836 \text{ F/CFA}$ Intérêts dus ;

Dès lors, il sied de condamner la société RAY à payer à la société ABEILLE CARRIERE la somme de 28.836 F/CFA au titre des intérêts de droit et de la débouter du surplus de sa demande ;

Sur la demande en paiement de la somme de 1.000.000 CFA à titre de dommages-intérêts ;

La société ABEILLE CARRIERE sollicite la condamnation de la société RAY à lui payer la somme de 1 .000.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé par le non-paiement de la créance ;

En l'espèce, le défaut de paiement ayant été sanctionné par la condamnation de la société RAY au paiement des intérêts de retard, accorder à la société ABEILLE CARRIERE des dommages-intérêts pour le non-paiement de sa créance alors qu'il lui a été octroyé des intérêts de droit, équivaudrait à sanctionner doublement la société RAY ;

Il s'ensuit que la demande en paiement de dommage-intérêts doit être rejetée comme mal fondée ;

Sur les dépens

La société RAY succombant, il convient de la condamner aux dépens de l'instance ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Reçoit la société ABEILLE CARRIERE en son action ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne la société RAY à lui payer les sommes de :

- 2.625.349 F/CFA à titre de créance ;
- 28.836 F/CFA à titre d'intérêts de droit ;

Déboute la société ABEILLE CARRIERE du surplus de ses demandes ;

Condamne la société RAY aux dépens de l'instance ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement, les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé le Président et le Greffier.

GRATIS
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 19 AVR 2019
REGISTRE A J Vol. 95 F° 32
N° 657 Bord 23/05
REÇU : GRATIS
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre
[Signature]

[Signature]
[Signature]

12/04/2019

1 8 MAR 2012